

Cher(e)s camarades,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour un Conseil national de grande importance.

Les décisions que nous avons à prendre vont beaucoup compter comme nous le savons tous. Elles sont très souvent ramenées à la seule question de notre choix de candidature pour l'élection présidentielle. Ce choix essentiel sera au cœur de nos décisions puisque nous ouvrons aujourd'hui le processus qui doit nous mener jusqu'à la conférence nationale de juin. Je veux toutefois dire d'emblée, et je m'efforcerai de le montrer dans le rapport, que l'enjeu déborde largement cette question. Elles s'inscrivent en effet dans une situation politique à proprement parler exceptionnelle.

Pour mener ce débat, soyons attentifs à ce que nous disent les communistes. Leurs exigences sont claires. Ils souhaitent un débat respectueux dont nous sortions unis, quelles que soient les décisions prises. Ils souhaitent aussi disposer en connaissance de cause de tous les éléments nécessaires à leur prise de position, y compris de l'avis motivé de leur direction. Transparence et esprit de responsabilité, voilà ce qui animera donc l'esprit de mon rapport.

LA SITUATION POLITIQUE A LA LUMIERE DES ELECTIONS CANTONALES

Au lendemain des élections cantonales, je veux commencer par adresser toutes mes félicitations aux communistes, à tous les candidat-e-s qui portaient les couleurs du Front de gauche, à tous nos élu-e-s, singulièrement les nouveaux. L'abstention était orchestrée par le pouvoir dans ces élections, nos militants ont sauvé l'honneur de la démocratie, en menant une remarquable campagne de terrain à l'opposé du boycott officiel. Cela a payé. Bravo à toutes et tous. Bravo à tous nos camarades.

La signification de l'abstention

La moitié du pays était appelée aux urnes. C'est pourtant l'abstention qui a constitué l'événement des premier et second tours de ces cantonales. Nous sommes devant le niveau d'abstention le plus haut à des cantonales depuis la Libération. Avec une progression de +19,59% par rapport au scrutin 2004, nous sommes même confrontés au plus fort accroissement de l'abstention entre deux élections strictement comparables, de l'histoire de la Cinquième République.

J'ai souligné l'importance du travail de proximité des militants et candidats du Front de gauche et des communistes en particulier. Les résultats sont là : 78% des électeurs de Marie George Buffet au 1er tour des présidentielles de 2007, selon les enquêtes sorties des urnes, 68% de ceux du Front de gauche aux Régionales 2010 et 62% des sympathisants communistes ont voté aux cantonales. C'est chez eux qu'on trouve le moins d'abstentionnistes.

Autre fait notable, il n'y a pas eu de sursaut de participation au second tour alors que se sont tenus plus de 400 duels Gauche/FN ou Droite/FN. Le black-out du pouvoir et des médias a joué, mais à l'évidence, le phénomène est plus profond. A l'exception des présidentielles où la tendance est plutôt à la hausse de la participation, tous les autres scrutins, y compris les élections locales, sont affectés par une tendance lourde et accélérée à l'accroissement de l'abstention.

Le fossé entre les attentes populaires et les réponses apportées par les politiques mises en œuvre ne cesse de s'accroître. La confiance des citoyens dans la capacité de leurs élus à régler leurs problèmes concrets se dégrade, dans un contexte où beaucoup se sentent abandonnés par l'Etat et les institutions. Ce reproche d'impuissance se conjugue souvent avec une extension des pratiques clientélistes. Un nombre croissant de nos concitoyens ne se reconnaît plus dans la vie politique.

Ce fait majeur ne peut être interprété en même temps comme un désintérêt massif pour la chose publique. Plus de sept millions de personnes ont participé activement au mouvement des retraites, il y a quelques mois seulement. Les événements internationaux, de la Tunisie à la catastrophe du Japon, suscitent de profonds débats populaires. Et si les opérations du pouvoir sur l'identité nationale ou la laïcité suscitent tant de remous et de rejet, c'est parce qu'une majorité du pays n'y retrouve pas les valeurs du vivre ensemble auxquelles elle reste attachée.

En vérité, nos concitoyens sont en recherche de nouveaux repères, d'un nouveau récit collectif ou national dans lesquels se projeter. Les frustrations politiques sont d'autant plus grandes que la crise avive les urgences sociales, et que la puissance des résistances aiguise les attentes de changement. Notre pays peut se désespérer. Il est aussi disponible pour le meilleur. Cette contradiction, confirmée par le reste des résultats, est un enjeu central pour les mois à venir.

Le rejet de l'UMP de Nicolas Sarkozy

L'UMP et les candidats divers droite ont dans ce contexte obtenu des résultats en fort recul par rapport à 2004, respectivement 16,97% et 9,32% en 2011, alors qu'ils atteignaient en 2004, 20,95% pour l'UMP et 11,36% pour les divers droite. Bien qu'amorti en particulier en termes de sièges par l'implantation de certains notables et par les duels Droite/FN, ce recul est général. Dans les cantons les plus populaires, il entraîne une marginalisation politique de l'UMP qui est éliminée dès le 1er tour.

Ce reflux de la droite est d'autant plus significatif que les cantonales de 2004 avaient déjà été catastrophiques pour l'UMP et ses alliés. Il s'inscrit dans une tendance lourde amorcée aux municipales de 2008, confirmée aux européennes de 2009 et aux régionales de 2010.

Derrière ces résultats des cantonales, se confirme le rejet massif de la politique de Nicolas Sarkozy. Il est désormais profond et durable, atteignant même une partie de l'électorat de la droite. Il confirme la rupture entre Nicolas Sarkozy et de larges couches du monde salarié qu'a constitué, comme nous l'avions analysé, le mouvement des retraites. « Sa première grande défaite politique depuis le début du quinquennat » avons-nous dit. Il est d'autant plus significatif qu'il se confirme au terme d'une séquence active du pouvoir pour reprendre l'initiative. Qui se souvient aujourd'hui du choc que devait constituer le remaniement de novembre? Quant à la tentative de rééditer la captation des thèmes lepénistes comme en 2007, elle ne nourrit cette fois que Marine Le Pen et le FN, et déchire le pouvoir en son sein.

Il ne semble pourtant pas que le clan sarkozyste envisage de corriger le tir. Jean-François Copé sur la laïcité, Claude Guéant sur les musulmans poussent les feux de la provocation. Jusqu'où et pourquoi ? Toutes les hypothèses sont à envisager: d'une stratégie d'apprentis sorciers prêts à instrumentaliser le FN pour tenter de sortir gagnants pour la présidentielle du chaos politique ainsi créé, jusqu'à la tentation d'alliances à l'italienne avec une extrême-droite banalisée. Les dangers sont multiples. La vigilance et la mobilisation sont à coup sûr de mise. Nous ne devons rien laisser passer. C'est une ligne de pente extrêmement dangereuse d'un pouvoir aux abois, mais probablement prêt à tout pour sauver son pouvoir et les intérêts nationaux et internationaux des puissants qu'il sert. Oui, tout, jusqu'à la guerre comme on le voit avec l'engagement brutal de la France en Libye et en Côte d'Ivoire.

La poussée du FN : inquiétante et résistible

Dans ces conditions, il convient évidemment de prendre au sérieux la poussée du FN.

Au-delà de ces scores électoraux, tout se passe comme si un mouvement de cristallisation s'était opéré en quelques mois sous le triple effet d'une aggravation forte de la crise sociale, du contre-coup du vote de la loi sur les retraites et de la banalisation du FN à la faveur de l'élection de Marine Le Pen à sa tête. Dans ces élections cantonales, le FN progresse de près de 3% passant de 12,13% en 2004 à 15,06% alors qu'il se présentait dans 388 de moins qu'en 2004. S'il n'obtient que 2 élus, 35 départements ont accordé au FN plus de 20%, et il dépasse la barre des 15% dans 67 départements.

Si le parti d'extrême droite garde sa géographie électorale traditionnelle, il mord maintenant chez les ruraux et dans les zones d'habitation des classes moyennes dans la grande périphérie des métropoles urbaines. Il mord également de manière significative sur l'électorat populaire de droite, et dans les zones de désindustrialisation, il attire à lui dans des proportions non négligeables des électeurs de faibles cultures partisans ainsi que certains anciens abstentionnistes, voire certains électeurs d'extrême gauche en perdition.

Il serait illusoire et dangereux de ramener la progression du FN au seul siphonnage, bien réel, des voix de l'UMP. Le FN puise de plus en plus d'électeurs parmi le nombre croissant de Français qui ne se réclament ni de la gauche, ni de la droite.

Comme en Italie, aux Pays-Bas et dans d'autres pays d'Europe, le parti d'extrême droite a engagé sa mue populiste devenant capable d'attirer les suffrages d'une classe moyenne inquiète pour son avenir face à la mondialisation, en perte de repères politiques et étant ainsi de moins en moins sensible aux arguments anti-fascistes traditionnels.

Plusieurs leçons doivent être tirées sans attendre.

Le combat des valeurs, pour l'égalité des droits et le refus des xénophobies doit être mené avec une vigueur renouvelée car nous savons qu'en période de crise bien des digues peuvent lâcher. Nous dirons toujours non à la banalisation du racisme, partout et en toutes circonstances. Cela ne peut toutefois suffire.

C'est d'abord à un travail de terrain, d'argumentation dans la proximité, de solidarité concrète dans la lutte face à la violence du système capitaliste que cette situation nous appelle. Dans les entreprises, comme dans les quartiers. Le masque social dont fait mine de s'affubler le Front national doit être arraché, argument contre argument, en étant au plus près des salariés durement frappés par la crise. Les promesses sociales vont fleurir comme jamais dans les discours du FN. Mais qui doit payer ? La « préférence nationale » répond systématiquement le FN de manière totalement illusoire et démagogique, en montrant du doigt les immigrés pour exonérer la responsabilité des prélèvements financiers capitalistes sur les richesses créées par l'ensemble des salariés. C'est une énorme supercherie. Ce que le FN cache aux travailleurs, ce sont les réels profiteurs du système, les actionnaires, ce qui touche les dividendes, et autres tireurs de ficelles patronaux du dumping social mondialisé. Non, la richesse de notre travail ne s'envole pas vers l'île de la misère de Lampedusa. Elle tombe dans les coffre-forts des îles Caïman, et autres paradis et niches fiscales, tous taillés sur mesure pour le capital. A nous de lever ce voile et de désigner les vrais responsables de la crise.

Au fond, nous le savons, le seul moyen de faire reculer durablement le FN est de construire les voies d'une alternative politique de gauche crédible, et c'est évidemment là que le bât blesse encore très fort.

PS : des résultats satisfaisants sans élan

Le rapport global Gauche/Droite a évolué favorablement dans ces élections cantonales par rapport au premier tour de 2004, la gauche devient majoritaire avec 50,45% des exprimés contre 48,18 % pour la droite.

Dans ce résultat global, le PS qui avait atteint en 2004 le score de 26,25% des suffrages exprimés, plafonne à 24,94%. Cette érosion s'explique d'abord par le très haut niveau d'influence atteint en 2004, et aussi par une baisse de 2% du nombre de candidats y compris du fait des accords PS-EELV. Dans certains cantons, une partie de l'électorat du PS a été captée par EELV, ou par le Front de Gauche, comme en Seine St Denis, dans les Hautes Pyrénées, dans la Haute Garonne ou la Haute Vienne par exemple.

Au total, le PS, le PRG et les DVG passent de 1013 sortant à 1003 conseillers généraux soit un solde négatif de 10 conseillers généraux. Le PS et la gauche gagnent les Conseils généraux des Pyrénées Atlantiques, et le Jura. Il perd le Val d'Oise.

EELV : loin de leurs espérances

EEVL passe de 4,1% en 2004 à 8,22% des exprimés. Cette nette progression s'explique en grande partie par une forte augmentation du nombre de candidats par rapport à 2004. EELV couvre aujourd'hui 60% des cantons métropolitains contre 36,51% en 2004. EELV voit son nombre de conseillers généraux passer de 12 sortants à 27 élus au soir du 2^e tour.

Les candidatures uniques EEVL-PS ont certes permis de booster le score des écologistes mais sans créer de dynamique électorale, le résultat des candidats uniques EEVL-PS étant généralement égal ou inférieur à l'addition des scores du PS et des Verts en 2004. De plus, cette stratégie se traduit essentiellement par une perte sèche pour le PS et n'apporte rien à la gauche : sur les 27 élus, 8 étaient sortants et 14 sont gagnés sur la gauche dont 11 sur le PS.

FDG et Parti communiste : des résultats convaincants et encourageants

Dans ce contexte difficile, après les européennes de 2009, et dans une moindre mesure les régionales de 2010, le Front de gauche continue à progresser. Ce progrès est notable dans les deux tours. Il a été très largement apprécié par les communistes. Les candidats du Front de gauche obtiennent nationalement quasiment 9%, 8,92% exactement, contre 7,79% pour le PCF et ses soutiens en 2004, soit une progression de +1,13%. Cette progression touche 70 départements métropolitains sur 95 avec une très forte capacité de rassemblement des conseillers généraux communistes sortants, même si les dynamiques sont inégales. Sur les seuls cantons où il y avait un candidat du Front de Gauche, le score atteint est de 11%. Sur les 1254 cantons où un communiste représentait le FDG en 2011 et le PCF en 2004, les scores sont de 10,58% contre 9,44% soit une progression de +1,36% des exprimés.

Il faut évidemment souligner dans ce résultat global, les résultats de nos camarades de l'Allier emmenés par le président communiste du département Jean-Paul Dufregne, qui renforcent leur majorité départementale, et évidemment ceux du Val-de-Marne, qui avec Christian Favier, remportent une victoire d'autant plus nette et éclatante qu'une opération concertée PS-EELV s'était clairement donnée l'objectif d'un basculement de majorité. Il faut ajouter une mention particulière pour nos résultats en Seine-Saint-Denis qui confirment nos possibilités de reconquête. Nous pouvons tous, je crois, féliciter les camarades de ces départements, dont l'écho des résultats a évidemment une dimension nationale.

Dans l'ensemble, le Front de Gauche fait une percée relative chez les 18/24 ans avec 12% des votes, dans les professions intermédiaires avec 14% et dans une moindre mesure chez les ouvriers avec 11%.

Le Front de Gauche est dans ces élections la seconde force à gauche devant Europe Ecologie Les Verts (EELV) et retrouve presque les scores du PCF de 1998. Il obtient 118 élus en France métropolitaine, 113 communistes et apparentés et 5 PG. Sur les 37 duels de second tour contre le FN, le Front Gauche en a gagné 36. C'est face au Front de gauche qu'en moyenne les progressions du FN entre les deux tours ont été les plus faibles.

Les communistes et apparentés ont gagné 17 élus et en ont perdu 8 soit un solde positif de 9. C'est la première fois depuis 1998 que nous progressons en nombre d'élus aux cantonales. Le Parti de Gauche, dans des conditions difficiles puisque ses sortants avaient été élus comme candidats PS en 2004, reste stable en sièges. Il en a perdu 3 mais en a gagné 3.

L'analyse de ces bons résultats est à poursuivre dans chaque fédération. Je fais juste trois remarques supplémentaires. Le travail de terrain a été décisif. Il confirme que le militantisme de proximité et l'ancrage territorial du PCF, pas seulement dans les cantons sortants, sont des atouts de premier plan pour la dynamique générale du Front de gauche. Deuxièmement, la tendance nationale de ces résultats confirme l'effet Front de gauche qui crée une dynamique de rassemblement indéniable. Enfin, les signes très clairs de rassemblement que nous avons donnés au soir du premier tour ont amplifié cette dynamique en faveur de nos candidats présents au second tour. Le gain de certains élus, dans des rapports de force de premier tour parfois improbables, est de ce point de vue significatif, notamment face à des élus PS ou EELV qui s'étaient maintenus contre nous.

L'ensemble de ces remarques détaillées nous donne des indications précieuses sur les évolutions politiques en cours. Elles ne peuvent toutefois, compte tenu du niveau de l'abstention, conduire à des projections hâtives sur les futures échéances politiques. Elles dressent un tableau des enjeux dont les grands traits sont clairs : notre pays est plongé dans une crise et une instabilité politiques inédites, qui appellent des réponses alternatives fortes à gauche. Faute de cela, les risques de dérive droite, voire d'extrême-droite, sont sérieux.

En vérité, pour bien prendre la mesure des défis de la période, il faut absolument élargir notre champ de vision et comprendre que nous vivons à bien des égards une période politique à proprement parler exceptionnelle.

UNE SITUATION POLITIQUE EXCEPTIONNELLE

La crise financière mondiale de 2008 a ouvert une période historique nouvelle. Nous avons alors souligné le caractère global et systémique de cette crise. Tout ce qui se passe depuis nous fait mesurer l'ampleur des bouleversements en cours. La contradiction entre la domination des logiques capitalistes sur la planète tout entière et la nouveauté des besoins humains et écologiques qui s'affirment en butant toujours plus sur le système s'aiguisent à vitesse accélérée. Le monde change sous nos yeux. Pour le pire comme pour le meilleur. Et dans notre pays aussi, tout est possible dans un sens comme dans l'autre.

La France en danger: ça ne peut plus durer

En 2008, face à la crise, un an et demi après son élection, Nicolas Sarkozy promettait de révolutionner le capitalisme. Depuis, sa politique, monarchique et antisociale, n'a fait qu'enfoncer le pays et fragiliser l'économie nationale en sacrifiant la production des richesses aux intérêts du capitalisme financier. Le cynisme de l'argent est aux commandes, indifférent aux drames humains et écologiques qu'il engendre.

La vie sociale, l'investissement dans le travail de millions de nos concitoyens sont bafoués. Ils voient leur existence basculer ou en passe de l'être, vivent dans le stress, l'inquiétude de l'avenir ou du chômage. L'emploi industriel est cassé - 700.000 emplois perdus en dix ans - et l'emploi public est massacré, faisant craindre pour l'avenir du pays lui-même et de sa jeunesse.

De la Fondation Abbé-Pierre aux études de l'INSEE, toutes les enquêtes qualitatives confirment un sentiment de régression sociale devenu massivement tangible. 2,9 à 3,5 millions de femmes et d'hommes vivent dans des logements indignes ou sont sans-abris. Des salariés chaque jour plus nombreux accumulent les emplois précaires et se tuent à la tâche pour survivre. 25% de la population renoncent aux soins médicaux dont ils ont besoin. Des millions ne pensent plus qu'à boucler la fin du mois avec 750 euros mensuels quand des patrons licencieurs et spéculateurs empochent 150 fois plus, quand actionnaires et traders se partagent la plus grosse part du gâteau des 83 milliards d'euros de profits du CAC 40. Près d'un tiers des revenus des foyers français, à peine empochés, partent chaque mois directement dans le paiement du loyer et des charges. Comment s'étonner alors devant l'envolée des prix qu'un salarié écrive dans un de nos cahiers citoyens: ne parlez plus de pouvoir d'achat mais de pouvoir « de vivre ».

Cette société de plus en plus insupportable, qui n'offre plus d'avenir lisible, cette explosion des inégalités et de la mal-vie qui s'accompagne d'une brutalité et d'un cynisme arrogant de la part du président, de sa majorité et du Medef, provoquent des réactions de plus en plus vives et aussi de plus en plus contradictoires .

La lutte des classes plus forte que jamais réapparaît dans les consciences; la révolte cohabite avec le sentiment d'impuissance. Qu'ils soient cadres ou jeunes travailleurs précaires, 87% des Français déclarent dans une enquête que, pour éviter les destructions d'emplois, il serait acceptable d'abaisser le niveau de rentabilité des entreprises exigées par les actionnaires, mais seuls 38% estiment cette perspective réaliste. Le système est mis en accusation, sans que les responsabilités soient clairement identifiées.

La crise du système et la politique de Nicolas Sarkozy mettent à nu dans les consciences les dangers encourus par le pays tout entier. C'est la France, la République dans ses fondements qui semblent mises en danger. La RGPP, l'asphyxie budgétaire et la réforme des collectivités territoriales, les lois liberticides et anti-jeunes, la déstabilisation de l'école, des services de santé, l'attaque contre la laïcité ... rien de ce qui est stable ou susceptible de faire socle et appui pour le peuple n'est épargné. Tout espoir individuel ou collectif de progresser semble fragilisé.

Ce sentiment de déclin heurte de plein fouet les valeurs persistantes du vivre ensemble, de la solidarité, de l'égalité que le pouvoir n'a décidément pas réussi à extirper des tréfonds de notre société. Notre peuple souffre mais n'a pas renoncé à l'espoir. Même le Front national cherche à capter ces valeurs, pour tenter d'incarner un nouveau destin collectif pour les « Français », qui n'est qu'un masque de la « préférence nationale ».

Désormais, dans tous les sondages, Nicolas Sarkozy est donné battu en 2012. Ce n'était encore pas le cas, il faut le souligner, à l'automne au sortir du mouvement sur les retraites. Aujourd'hui, c'est le « tout sauf lui » qui domine.

Le pouvoir l'a compris. Il s'acharne pour cela à diviser, à opposer, à cultiver la peur et le repli, à disqualifier toute résistance, à étouffer dans l'œuf tout espoir de changement.

Face à lui, les résistances continuent d'être massives et multiformes. Du mouvement social contre la réforme des retraites aux rassemblements du 2 avril dernier pour la défense des hôpitaux publics, toutes les luttes sociales et salariales qui ne cessent depuis janvier 2010 de Dunkerque à Marseille en sont la manifestation.« Ça ne peut plus durer ainsi » est l' idée qui

grandit et qui s'impose progressivement à tous qu'elle porte d'ailleurs en elle l'envie d'agir ou le poids du désespoir.

Qu'advient-il de cette exaspération et de cette exigence populaire de changement? Tel est exactement l'enjeu de l'année à venir.

Le Pacte pour l'Euro + : un coup de force qui accélère la crise

Dans l'Europe toute entière, le choc des aspirations populaires et des politiques capitalistes de crise prend des proportions inégalées. Après la Grèce, l'Islande, l'Irlande, c'est au tour du Portugal de déclarer faillite, en vérité, de sombrer sous les coups des stratégies libérales ultra-spéculatives.

Et quelle est la réponse apportée par les gouvernements de l'Union sous l'impulsion d'Angela Merkel et Nicolas Sarkozy? Le pacte de l'euro +, une machine de guerre contre les travailleurs, les services publics et la souveraineté des Etats. Avec ce Pacte, un cap gravissime a été franchi en catimini au dernier conseil européen des 24 et 25 mars derniers.

Ce pacte institutionnalise et étend les politiques d'hyper-austérité à tous les pays membres. Il impose autoritairement à chaque État européen d'engager des réformes calquées sur les politiques d'ajustement structurel du FMI et d'en rendre compte annuellement. Au nom de la compétitivité, il est ordonné à chaque Etat de baisser encore les coûts salariaux dans le privé comme dans le public. Au nom de l'emploi, il leur est ordonné de « favoriser la flexisécurité », autrement dit, la maxi-précarité qui touche déjà 40% des actifs en Europe, et de transférer la fiscalité sur le capital vers la consommation : c'est le retour de la TVA sociale. Il ordonne d'augmenter l'âge du départ en retraite partout. Enfin, chaque Etat doit inscrire dans sa loi fondamentale la règle d'or du « frein à l'endettement », autrement dit la réduction drastique et programmée de toutes les dépenses publiques.

Cette régression sociale généralisée à l'échelle européenne s'accompagne d'un recul démocratique sans précédent: les parlements nationaux et la souveraineté budgétaire des peuples sont bâillonnés, tandis que consigne est donnée de réviser à la baisse droits syndicaux et processus de négociation sociale.

En tant que Président du PGE, j'ai lancé un appel aux forces démocratiques et sociales, le 12 mars dernier à Athènes, à la construction de fronts de résistances contre ce pacte.

Dans ce cadre, et avec nos partenaires du Front de gauche, nous proposons de tenir à Paris début mai un grand meeting de lutte et de propositions – en même temps que le débat à l'Assemblée nationale sur la réforme constitutionnelle – pour révéler et alerter – comme l'a entrepris L'Humanité – sur le contenu de ce pacte et pour lancer un appel à la mobilisation en France

Compte tenu du rejet sans appel par le mouvement syndical et la CES de ce Pacte, nous ne serons pas seuls dans ce combat. Les mobilisations contre l'austérité se déploient partout en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Angleterre à nouveau où le 26 mars s'est déroulée une manifestation d'une ampleur qui ne s'était pas vue depuis Thatcher, à Budapest demain avec l'euro-manifestation syndicale.

Les impasses capitalistes éclatent partout

France, Europe... mais c'est partout le monde qui craque sous les contradictions. Et chaque fois, les impasses du système capitaliste révèlent son incapacité à prendre la mesure des changements qui frappent à la porte du monde.

La crise monétaire et financière mondiale? Après la crise de 2008, on allait voir ce qu'on allait voir au G8 et G20 sur la refonte du système monétaire international. L'enfoncement est patent. Nous serons donc des mobilisations et contre-sommets que la coalition nommée « Les peuples d'abord, pas la finance » va organiser en France lors des réunions des G8 et G20, dès le 21 mai prochain au Havre, et à Cannes en novembre.

La catastrophe au Japon? Que devient le grand débat politique énergétique agité dans l'urgence et dans l'émotion à des fins électorales? A quand la mise à plat des choix énergétiques, nucléaire et autres, le questionnement des stratégies de rentabilité et de privatisation, le débat sur la maîtrise publique, la programmation de la transition écologique énergétique mondiale? Le débat passionnant que nous avons tenu le 29 mars dans ces murs reste à ce jour la première et la seule initiative de confrontation publique. A nous donc de poursuivre et de relever le défi.

Les révolutions arabes? Le gouvernement français s'est particulièrement distingué et déshonoré. Le développement de mouvements populaires et de luttes sociales dans un monde arabe en révolution constitue un fait majeur. De la Tunisie au Yémen, de l'Égypte à la Syrie en passant par Barheïn, dans des contextes politiques et sociaux très différents, l'aspiration à l'exigence démocratique, la demande de justice sociale et le besoin de souveraineté s'affirment partout avec une grande force. Ces bouleversements témoignent des limites atteintes par des régimes complètement dépassés par les évolutions du monde, incapables de répondre aux attentes des peuples et de la jeunesse, sinon par la répression, la censure et la fermeture.

C'est une grande bataille qui s'est ainsi engagée. Après les changements intervenus en Amérique latine, les bouleversements du monde arabe - véritable basculement de l'histoire pour tous ces peuples- indiquent à quel point le monde bouge, à quel point le mépris des libertés, les politiques néo-libérales et les plans d'ajustement structurels, les rapports néo-coloniaux, les dominations... tout cela est contesté et peut mobiliser pour s'en libérer. Voilà ce que nous disent ces peuples qui surmontent les peurs et qui se rassemblent dans des luttes pour de vrais changements politiques et sociaux.

La Libye, la Côte d'Ivoire? L'hypocrisie de la politique française et des puissances dites « occidentales » éclate au grand jour. Leur politique interventionniste et militaire à géométrie variable se pare de déclarations sur le devoir de protection des peuples en danger mais ne visent qu'à défendre leurs intérêts et ceux des multinationales. On voit bien que l'Administration américaine a pesé de tout son poids pour sauver l'essentiel des intérêts américains et occidentaux dans une région stratégique comme la Libye.

On mesure bien ce que Nicolas Sarkozy voulait signifier en disant que la France devait se réinsérer dans la « famille occidentale » : réintégration complète dans l'OTAN; intégration dans les zones de guerre américaines avec un renforcement des troupes françaises en Afghanistan et installation d'une base militaire dans le Golfe persique, en face de l'Iran.

Alors que notre pays pourrait jouer un rôle positif au plan international en favorisant le traitement politique et diplomatique des conflits, en faisant la promotion de la coopération et du désarmement, Sarkozy fait de la France une nation guerrière présente en Afghanistan, en Libye et, maintenant, en Côte d'Ivoire.

Voilà le monde dans lequel nous vivons et qui inquiète tant nos concitoyens. Voilà le monde qui appelle tant de changements et qui paraît à beaucoup d'entre eux qui ne le supportent plus si difficile à changer. Voilà le monde dont pourtant tant d'hommes et de femmes dans notre pays aspirent à s'émanciper.

LE DEFI DE L'ALTERNATIVE AU POUVOIR DE NICOLAS SARKOZY

Nous sommes bien là au cœur de la question politique du moment. Notre pays est en souffrance, il aspire au changement pour vivre mieux, vite, et pour retrouver le goût de l'avenir et d'un destin collectif. Il est plus que jamais en équilibre instable: défiant à l'égard de la politique mais pas résigné face aux inégalités; cherchant à avancer mais doutant de lui-même et de sa force; enclin à combattre mais enfermé dans un paysage politique qui ne lui donne pas envie.

Voyons les obstacles mais surtout ne perdons pas de vue l'essentiel : la recherche persistante et multiforme d'une alternative de progrès continue de mobiliser dans les formes les plus diverses, mais de manière récurrente des millions et des millions de nos concitoyens. Comment ouvrir le chemin de cette alternative avec nos concitoyens ? C'est à cela qu'il convient de consacrer toute notre énergie et notre créativité politique.

Pourquoi la gauche ne crée pas d'élan suffisant

A un an d'une élection présidentielle qui s'apprête à précipiter le débat politique, pourquoi la gauche ne semble pas susciter l'élan que le rejet du pouvoir sarkozyste pourrait nourrir à son égard?

Tout simplement parce que la gauche n'apparaît pas en mesure de remplir deux conditions qui paraissent incontournables aux Français. 1) porter un projet de changement qui semble réellement capable de changer la vie; 2) s'unir sur ce projet pour être suffisamment forts et gagner. En somme, la gauche n'apparaît pas capable de s'unir sur la politique de changement attendue par les Français qui la désirent.

Ainsi, la situation à gauche à l'issue du mouvement sur les retraites a-t-elle laissé un goût amer à de nombreux salariés. Satisfaits de la présence de la gauche dans les manifestations, beaucoup ont douté jusqu'au bout de la fermeté des engagements du PS et entendu ses ambiguïtés sur la portée effective du droit à la retraite à 60 ans.

La présentation par Martine Aubry du programme du PS le 5 avril dernier est-elle en mesure de changer ce sentiment? « Le ton d'ensemble des propositions socialistes est sans doute le

plus à gauche que le PS ait produit depuis 1981 », a-t-on entendu chez certains commentateurs. Des mesures utiles figurent effectivement au rang des priorités annoncées pour 2012, mais bien timides dans l'ensemble. Et surtout la faiblesse structurelle demeure : aucune remise en cause sérieuse sur l'Europe, rien de fort sur la répartition des richesses, ni sur la fiscalité du capital, aucune inversion de tendance sur le financement de la protection sociale, pas trace par exemple de la cotisation des revenus financiers que nous proposons. Des fragilités majeures qui risquent de réduire bien vite à peau de chagrin les bonnes intentions affichées.

Si l'on ajoute à cela les incertitudes créées par l'issue de la primaire socialiste, cela fait décidément beaucoup de doute à dissiper. Quant à Europe-Ecologie Les Verts, là aussi l'incertitude des primaires est totale, sans compter qu'entre Eva Joly et Nicolas Hulot, on a effectivement bien à distinguer lequel des deux est le plus à gauche, ou le moins comme l'on voudra.

L'espoir du Front de gauche

Pour qui souhaite ouvrir un nouvel espoir, le Front de gauche apparaît bel et bien dans ces conditions comme la meilleure chance de relancer la gauche. Car pour nous, la force du Front de gauche est plus que jamais de lier indissociablement l'ambition d'un projet alternatif et celle du rassemblement. Le Front de gauche, disions-nous en janvier, « c'est pour nous l'espace de coopération de toutes celles et ceux qui veulent construire le nouveau projet alternatif que devrait porter la gauche ». Nous nous adressons, dit le texte du 31 mars, « à tous les électeurs de gauche, mais aussi à toutes celles et ceux qui s'abstiennent, celles et ceux qui ne croient plus en l'action politique pour reconstruire avec nous un nouvel espoir ».

Rien ne changera en 2012 sans qu'une dynamique politique ne se construise, non pas autour d'une femme ou d'un homme, mais autour d'objectifs, de propositions politiques qui permettent réellement le changement et qui soient consciemment partagés par un maximum de nos concitoyens. J'ai répondu à des journalistes qui me demandaient de choisir un candidat « mon candidat, c'est le Front de gauche ». Ce n'est pas qu'une boutade. Ce que nous construisons, c'est un rassemblement unitaire, c'est une démarche partagée. Ce que nous voulons faire grandir, ce dont nous voulons créer les conditions, c'est un Front large d'idées et d'actions porté par une dynamique sociale et populaire, et porté jusque dans les urnes, au point de peser réellement sur les choix d'une future majorité de gauche.

Comment atteindre cet objectif dans la bataille qui nous attend? Je veux dire à ce propos un mot de l'obstacle présidentiel qui se dresse devant nous.

L'obstacle présidentiel

Pour atteindre nos objectifs politiques, l'élection présidentielle est effectivement un obstacle à plusieurs titres. Certes, elle va mobiliser le débat politique national, et l'effervescence qu'elle suscite peut être un puissant levier de débat. Il serait donc stupide de ne pas mener cette bataille et de ne pas affronter l'obstacle. Mais autant réfléchir à la manière dont il se présente.

Conçue sur le principe du ralliement autour de deux pôles, avec une personnalisation à l'extrême des enjeux, portée par un marketing politique qui se renforce présidentielle après présidentielle, elle favorise les candidatures présentées comme qualifiables pour le second tour. Ainsi, toute la machine est biaisée d'entrée de jeu.

Alors que plus d'un an nous sépare du scrutin, tout est d'ores et déjà fait en ce sens par la majorité présidentielle et par d'autres forces politiques pour imposer aux Françaises et aux Français un scénario à trois avec l'UMP et le PS en première ligne et le Front national en épouvantail, voire en embuscade. Mesurons qu'alors qu'aucun candidat ou presque n'est à l'heure actuelle officiellement désigné, tous les enjeux sont déjà personnalisés à l'extrême. L'opération Borloo lancée hier soir en est une nouvelle démonstration éclatante, et cela va durer quelques semaines, tout comme sur la candidature de Nicolas Hulot, alors que personne ne sait s'ils seront candidats au final. Soyons certains que le feuilleton présidentiel sera entretenu avec soin ces prochains mois.

La stratégie de Nicolas Sarkozy pour échapper à la sanction populaire et conserver le pouvoir est limpide. Il consacre désormais tous ses efforts à la conversion populiste et xénophobe de la droite pour conserver une assise électorale au cœur de la crise capitaliste et il n'hésite pas à parier sur la capacité nouvelle de l'extrême droite à avancer masquée sur le terrain social afin d'affaiblir une gauche dont une partie des forces n'a pas le courage des transformations nécessaires pour ouvrir une alternative.

En face, certains n'hésitent pas à relancer régulièrement le thème de la candidature unique de la gauche pour faire face aux dangers, et c'est une question qui comptera dans les prochains mois. Une fausse solution qui loin de combattre le scénario conçu à droite risquerait de l'alimenter encore. Si nous refusons cette voie, c'est justement parce que nous considérons que la suivre produirait l'effet exactement inverse de l'intention affichée en fermant la porte à toute possibilité de changement à gauche du centre de gravité des réponses politiques.

Mais se donner des chances de franchir l'obstacle implique d'en tirer des conclusions sur la campagne à mener. Nous devons aller à l'élection présidentielle avec comme premier objectif d'imposer un débat politique sur le projet et de construire en permanence du rassemblement pour faire gagner ce projet. C'est une immense bataille politique qui nous attend. Je veux dire ici que nous ne pouvons pas nous permettre dans cette situation de nous enfermer nous-mêmes dans une logique présidentialiste en résumant l'enjeu à un choix de candidatures, à un match entre André Chassaigne et Jean-Luc Mélenchon.

Nous ne pourrions desserrer l'étau présidentialiste que si nous parvenons à créer une dynamique populaire de très grande ampleur comme ce que nous avons su faire à d'autres moments, par exemple à l'image de celle construite avec notre peuple en 2005. Le Front de gauche sera un atout indispensable dans cette bataille pour ouvrir en grand le chemin de l'espoir qu'il a initié et faire que des centaines de milliers de Français-es décident de l'emprunter. Avec nos partenaires, nous devons penser et déployer dans le pays une campagne qui rompe avec la pratique du pouvoir politique et qui dans sa forme même renverse le rapport institutionnel actuel : une campagne qui préfigure dans ses formes une République de citoyens associés capables de penser ensemble de nouvelles avancées sociales, économiques, écologiques et démocratiques et qui contribue à la construction d'un projet de gauche pour sortir de la crise.

NOS DECISIONS POUR 2012

Comment mettre en œuvre cette ambition politique dans le contexte des échéances 2012 ? C'est là-dessus que doit porter l'essentiel de notre débat car c'est moins, me semble-t-il, le choix du Front de gauche que sa conception, les conditions de sa réussite ainsi que la place du PCF en son sein à l'occasion de ces échéances qui font discussion chez beaucoup de communistes.

Le débat se focalise très vite sur la seule question du choix de candidature à l'élection présidentielle. Je vais donner mon avis sur la façon d'aborder cette question. Mais je veux d'abord vous dire ce que je considère aujourd'hui être les deux conditions de la réussite, des conditions qui dépassent largement la question de la candidature à la présidentielle.

La première est, et elle n'est pas acquise à cette heure, que se conclut entre toutes les forces actuelles du Front de gauche un accord à la hauteur des défis posés par la situation politique actuelle, un accord de qualité qui permette à chacune, et toutes ensemble, de s'engager pleinement dans la bataille, où chacun soit respecté et où le Parti communiste tienne, sans esprit d'hégémonie, toute la place qui lui est due.

Dès janvier, nous disposions d'un mandat clair en ce sens. Je pense d'ailleurs que l'Adresse aux communistes adoptée lors de notre conseil national de janvier doit être partie intégrante de la réflexion qu'engagent les communistes aujourd'hui. Nous avons indiqué dans cette déclaration que des candidatures communes à l'élection présidentielle et législatives n'auraient de sens que si elles s'inscrivaient dans un contrat politique commun qui porte tout à la fois sur l'ambition politique que nous nous fixons en 2012, sur le programme partagé, sur le dispositif collectif de campagne, sur l'élection présidentielle comme sur les élections législatives. Nous y avons travaillé depuis. Je veux vous dire clairement où nous en sommes.

Le 31 mars, nous avons acté avec nos partenaires un texte portant sur notre ambition politique. Ce texte est une des pièces de l'accord global que nous recherchons. Il est conforme à notre mandat de janvier, aux grandes exigences politiques qui sont les nôtres, notamment sur les questions clés que constituent pour nous l'ambition de rassemblement majoritaire sur une politique de changement, le rôle de l'intervention populaire et la nécessité de l'élargissement citoyen du Front de gauche, le double enjeu de transformation et de rassemblement à gauche, la conception d'une campagne qui récuse le présidentielisme à outrance, la nécessité de mener de front les campagnes présidentielle et législatives. Il précise également ce que pourrait être le cadre collectif de campagne, avec notamment des temps de parole partagés à l'image du rassemblement qui est le nôtre.

Un travail est également engagé sur le programme partagé qui n'est pas abouti à ce jour. La préparation et la tenue de nos forums nationaux, ce qui nous remonte des forums et des cahiers citoyens, le travail de nos commissions alimentent ce processus. Vous aurez, entre les mains, à l'issue de mon rapport, le dernier document de travail que Francis Parry, qui conduit pour nous ces discussions, a adressé mercredi à nos partenaires. C'est une synthèse qui intègre les propositions de nos partenaires avec lesquelles nous sommes d'accord. Mais les discussions continuent, et chacun convient qu'il reste pas mal de travail.

Le document dont vous disposez doit permettre, en étant communiqué aux adhérents dans vos fédérations, un large retour des communistes et de nombreuses améliorations. Nous visons plus la pertinence, la force de nos propositions que leur exhaustivité.

La discussion se poursuit également sur les législatives. Notre ambition commune, réaffirmée au cours de nos rencontres, est d'aller dans toutes les circonscriptions métropolitaines vers des candidatures communes du Front de gauche, présentées et soutenues par nos trois partis et par tous les soutiens que notre dynamique de rassemblement permettra de fédérer dans les circonscriptions.

Nous conduisons ces discussions, sous la responsabilité de Marie-George Buffet et de notre secteur Elections, en lien avec les secrétaires fédéraux et les secrétaires des comités régionaux avec une triple exigence. La première, partagée par nos deux partenaires, vise à reconduire les circonscriptions sortantes dans l'équilibre actuel. La seconde nous conduit à demander de conduire le combat comme titulaires dans des circonscriptions où nous sommes en situation de reconquête, ou les mieux placés pour les conquérir, compte tenu notamment de fortes positions électives ou municipales au cœur de ces circonscriptions. La troisième, enfin, concernant le reste des circonscriptions, c'est-à-dire la plus grande partie d'entre elles, porte sur les critères de désignation des candidatures. La diversité de notre rassemblement doit être respectée, la force et l'implantation des différentes forces aussi, ce qui vaut évidemment à nos yeux pour le PCF, qui est dans de très nombreuses circonscriptions un atout essentiel de conquête et de rassemblement. Chaque force aspire à disposer d'élus et de moyens. C'est légitime. Mais cela ne sera possible qu'à la condition de créer une dynamique de progrès sur le terrain. Nos exigences n'ont rien d'exorbitantes, elles sont un gage de dynamique collective. La discussion sur tous ces points est actuellement en cours avec nos partenaires.

Elle doivent se poursuivre en intensifiant les échanges avec les fédérations, avec les communistes dans les circonscriptions. La discussion sur nos ambitions législatives est partie intégrante des choix que nous voulons arrêter en juin sur les échéances 2012. Le débat sur les candidatures doit lui aussi être ouvert, en plaçant la parité des candidatures titulaires ainsi que l'ouverture au monde du travail et aux forces citoyennes engagées à nos côtés au cœur de nos objectifs.

La deuxième condition de la réalisation de notre ambition politique est que le Parti communiste investisse pleinement la démarche du Front de gauche, encore plus qu'il ne l'a fait jusqu'à aujourd'hui, avec toute l'énergie, l'esprit d'initiative et de rassemblement dont il est capable, comme viennent encore de le montrer les cantonales, après la bataille des retraites et bien d'autres avant.

Nous devons ambitionner une campagne du Front de gauche 2012 qui mette au cœur du débat politique les choix de la future majorité législative pour battre la droite et l'extrême droite et sortir la France de la crise. Je veux affirmer qu'en aucun cas il s'agirait de « présidentialiser » les législatives comme le craignent parfois des camarades à juste titre, mais tout l'inverse. Nous pouvons mener une campagne qui s'appuie sur des centaines de candidat-es qui portent l'objectif d'ouvrir les portes du pouvoir au peuple pour en faire l'acteur du changement : 1200 voix pour porter nos objectifs de transformation sociale et exprimer la diversité et la force collective de notre rassemblement et subvertir la présidentialisation de la vie politique. Nous pourrons ainsi, comme nous venons de le faire aux élections cantonales, ancrer une démarche populaire et citoyenne au plus près des populations et des territoires, et ouvrir un chemin

concret d'alternative à l'échelle du pays quand tout va être fait pour transformer les citoyens en supporters du spectacle présidentiel.

Des millions de nos concitoyens peuvent entendre cet appel si nous déployons avec suffisamment d'énergie notre démarche. Nous pouvons construire dès fronts d'une ampleur inédite autour des aspirations populaires.

Je pense d'abord aux grandes urgences sociales, à la lutte contre la précarité, pour le logement, l'école, la santé, et en particulier au pouvoir d'achat.

Il est aujourd'hui crucial de faire grandir un front contre la vie chère pour changer concrètement la vie du peuple français. L'envolée des prix des matières premières et l'augmentation des tarifs de l'essence, du gaz, de l'électricité ont des conséquences très graves pour le quotidien des Françaises et des Français. Quand on a un revenu de 750 euros mensuels comme c'est le cas de millions de personnes dans notre pays, ces augmentations signifient le basculement de la précarité à la pauvreté. Au regard des immenses richesses créées par le travail de ces citoyens et aspirées par la finance, c'est inacceptable et injuste. Multiplions les initiatives dans les semaines et mois qui viennent pour rendre incontournable à gauche des propositions pour changer cette situation. Portons la nécessité de mesures immédiates. Pourquoi pas des marches contre la vie chère exigeant le blocage des prix des produits de première nécessité et de l'énergie ou encore une augmentation générale des salaires financée par l'argent aujourd'hui gaspillé sur les marchés financiers. Montrons le besoin essentiel de changer l'utilisation de l'argent en créant un pôle public bancaire qui place la création monétaire au service des besoins humains.

Je pense aussi au besoin de grandes réformes sans lesquelles le changement sera impossible, renouveau industriel et technologique, réorientation européenne, construction d'une 6ème République, planification écologique...

Il devient impératif pour atteindre ces objectifs politiques que le Front de gauche trouve les moyens de mobiliser l'engagement citoyen d'une part croissante des forces vives du pays à travers des assemblées citoyennes ou sous toute autre forme : en construisant des maintenant des dynamiques de débats, d'ateliers, d'actions, de mobilisations au plus près des territoires.

Nous pourrions par exemple créer des ateliers législatifs pour élaborer avec les citoyens dans les circonscriptions, à partir de leurs préoccupations, des propositions de lois qui répondent aux attentes populaires et bien évidemment mobiliser autour des propositions déjà portées par nos députés, celle pour interdire les licenciements boursiers, celle pour le financement du droit à la retraite à 60 ans ou encore celle plus récente qui définit un ambitieux programme d'urgence pour le logement.

Voilà quelques propositions qui pourraient être au cœur de notre ambition pour les échéances de 2012. C'est avec cette ambition de déploiement populaire du Front de gauche que je veux à présent aborder la question de la candidature à l'élection présidentielle.

Quatre candidatures sont soumises à notre débat.

Deux, issues de notre parti, sont en désaccord affirmé avec le choix d'une stratégie de Front de gauche. Celle d'André Gerin, député et membre du Conseil national, défend le principe d'une candidature du PCF à l'élection présidentielle sur la base du programme qu'il a présenté dans une brochure intitulée « Redonnons ses couleurs à la France ». Celle d'Emmanuel Dang Tran, également membre du CN, revendique une candidature « contre l'alliance avec la social-démocratie, l'adhésion à l'Union européenne du capital, et l'effacement du PCF ». Tous deux, bien mieux que je ne pourrais le faire, s'exprimeront au cours de nos travaux sur le sens de leur candidature.

Deux autres candidatures, l'une issue de notre Parti, celle d'André Chassaigne, député et membre de notre Conseil national, l'autre issue du Parti de gauche, celle de Jean-Luc Mélenchon, député européen et co-président de ce parti, se sont déclarées disponibles pour représenter la candidature du Front de gauche.

Toutes ces candidatures doivent être examinées par les communistes d'ici le choix de la conférence nationale. Compte tenu de l'engagement très majoritaire de nos adhérents dans la stratégie du Front de gauche, l'essentiel de la discussion des communistes, comme j'ai pu le constater dans les fédérations où je me suis rendu, porte déjà sur le choix entre ces deux dernières candidatures.

André a répondu, depuis sa déclaration de candidature à la fête de l'Humanité, à de très nombreuses invitations dans les fédérations. De nombreux communistes ont apprécié la démarche qu'il porte. Je pense qu'il s'exprimera lui aussi au cours de nos travaux. La candidature de Jean-Luc Mélenchon, soutenue par la direction du PG et depuis dimanche dernier celle de la Gauche unitaire, a été présentée au lendemain de notre appel à candidatures fin janvier. Ces deux fortes personnalités se sont imposées dans le débat national.

Mais je crois que chacun s'accordera à dire que notre choix ne peut être guidé par le soutien à une personnalité. L'élection présidentielle n'est pas au Parti communiste, au Front de gauche une affaire d'aventure personnelle.

Notre choix doit être un choix politique. Nous voulons un accord d'ensemble dont la candidature à la présidentielle est un élément. Nous voulons que cet accord crée les meilleures conditions de déploiement du Front de gauche. Nous savons qu'en l'état aucune de ces deux candidatures à elle seule ne clôt l'accord d'ensemble. Chacun a des pas à faire et tout le monde entend être respecté.

Qu'est-ce qui doit motiver dans ces conditions le choix des communistes? Nos ambitions politiques dans la période, avec les enjeux que j'ai exposés. A partir de là, selon moi deux critères doivent prévaloir. D'abord, une volonté : aboutir à un accord qui permette à la dynamique que nous avons initiée de franchir une étape décisive en 2012. Cela exigera, nous le savons, notre engagement total, mais cela en vaut la peine pour les raisons que j'ai données précédemment. Ensuite, une exigence claire: le choix d'une candidature sera pour nous, a fortiori si elle n'est pas issue du PCF, conditionné à la conclusion d'un accord d'ensemble

satisfaisant nos objectifs politiques et respectant la force et la qualité de l'implantation territoriale législative du PCF. C'est essentiel pour obtenir demain le maximum de député-es communistes dans l'intérêt des populations.

Les communistes demandent le temps nécessaire à l'évaluation de ce choix et à la finalisation d'un tel accord. Ils ont raison et nous avons huit semaines d'ici la conférence nationale pour le faire, éléments du débat en main.

Ils ne souhaitent pas que le CN conclut ce débat qui ne fait que commencer. Mais beaucoup demandent également que la direction nationale donne son avis, non pas sous la forme d'un ultimatum, mais par souci de transparence démocratique. Ils veulent décider en connaissance de cause. C'est justifié.

J'estime donc de ma responsabilité de livrer aujourd'hui mon opinion. Je me suis tenu au calendrier fixé en commun. J'ai progressivement construit mon opinion à partir des avancées concrètes permises par le Front de Gauche, de l'analyse des échéances électorales abordées dans ce cadre et tous les échanges que j'ai eu avec les communistes et nos partenaires. J'ai beaucoup évalué la situation contrairement à ce que j'entends ici ou là et je considère encore aujourd'hui que les potentiels comme les risques de l'un ou l'autre de ces choix doivent être pesés avec sérieux jusqu'à la conférence nationale.

En les ayant pesés, je pense que la candidature de Jean-Luc Mélenchon peut être envisagée par notre parti dans le cadre d'un accord d'ensemble avec nos partenaires, un accord qui garantisse le respect d'engagements collectifs à la hauteur des enjeux de la situation politique inédite que nous vivons, la diversité de notre rassemblement et la place majeure de notre parti. L'investissement par les communistes de la démarche engagée sera en tout état de cause selon moi la clé de la réussite. Je crois que notre histoire militante commune témoigne, jusque dans nos combats politiques récents, de notre capacité à faire de la diversité d'un rassemblement sur des objectifs politiques ambitieux une force pour déployer une dynamique populaire de grande ampleur qui permette de faire avancer nos objectifs. Je veux dire aussi à tous les communistes que cette décision mérite le débat. Elle est, à l'étape actuelle de ma réflexion, celle qui me paraît être la plus susceptible de nous permettre de franchir un cap dans nos objectifs. Chacun, chacune d'entre nous ici et tous les communistes devront donner leur opinion, instruire cet enjeu et prendre leur propre décision. Et quand les communistes auront fait leur choix au mois de juin prochain, nous devons toutes et tous être rassemblés dans l'action pour le porter.

Concernant la place et l'avenir du parti, je crois d'ailleurs sincèrement que ceux qui espèrent et regardent du côté du PCF ne comprendraient pas l'échec du rassemblement. A l'inverse, j'ai la conviction que notre parti sortira gagnant d'une séquence où il aura tout fait pour permettre l'essor du Front de gauche.

Des camarades, je le sais, craignent notre effacement. Je les comprends et je prends au sérieux cette crainte. Certains ajoutent qu'ils ont parfois été heurtés par certaines déclarations de Jean-Luc Mélenchon. Cela doit être entendu car il en va de l'efficacité collective du Front de gauche.

Je veux faire deux remarques à ce propos. La parole du PCF doit être respectée, et c'est de notre responsabilité comme direction nationale. Elle est utile au rayonnement d'un Front de gauche qui, nous le savons, est et sera traversé de débats. Et, comme je l'ai déjà fait, dans les

derniers mois, sur le populisme, le débat énergétique, l'appel au rassemblement entre les deux tours des cantonales, je n'hésiterais pas à faire entendre la voix du PCF chaque fois que nous le jugerons nécessaire. Mais je le ferais toujours avec l'esprit qui nous anime: mettre notre liberté de parole au service du progrès de notre rassemblement. Autonomie et unité sont les deux faces de notre démarche.

La seconde remarque porte sur les médias. L'absence persistante de la présence des dirigeants communistes, non pas dans tous les médias, mais dans la plupart des émissions télévisuelles de grande audience et dans la totalité des grandes émissions politiques radiophoniques du week-end est une anomalie démocratique. L'invitation de Jean-Luc Mélenchon, avancée par les chaînes en question pour justifier cette discrimination, n'est pas une explication convaincante, elle n'est pas recevable. Pourquoi le Front de gauche, rassemblement divers, subirait-il un traitement univoque quand EELV, le PS, et que dire de la droite, voient leurs représentants défiler les uns après les autres? Comment justifier cette interdiction d'antenne de fait dans ces grandes émissions au lendemain des résultats des élections cantonales? La démocratie en souffre, et la dynamique collective du Front de gauche aussi. Nous porterons donc avec force cette bataille sur nos temps de parole.

Voilà, chers camarades, dans quel esprit nous devrions selon moi aller au débat. Je le répète. Je n'assène pas une vérité. J'exprime un avis. Le débat doit se poursuivre en examinant jusqu'au bout les possibilités, en écoutant les arguments échangés, pour enrichir la mise en pratique de la décision qui sera prise par la majorité.

Je suis convaincu que nous saurons conduire ensemble ce débat dans le respect mutuel. C'est en tous cas ma volonté. Je livre mon opinion en toute sincérité, en toute transparence, avec le souci de l'avenir de notre pays et de notre parti. La décision que nous avons à prendre est importante. Chacun-e devra en tout état de cause respecter la décision finale prise par la conférence nationale.

Je veux terminer en disant un mot de sa préparation.

Le processus de décisions Au lendemain de ce Conseil National, nous allons entrer dans la période où le débat va se déployer dans tout le parti. Notre responsabilité première de direction nationale est de veiller à ce que tous les communistes puissent participer, soient informé-e-s des questions à traiter, connaissent le calendrier que nous nous sommes donné pour prendre nos décisions. Qu'ils - elles- aient tous les éléments en main pour exercer leur souveraineté et faire leur choix. Pour cela, les huit semaines disponibles, dix jusqu'à la consultation finale, doivent être utilisées à plein. Très vite des assemblées générales de communistes pourraient se tenir pour rendre compte du Conseil National. Ces assemblées gagneront à se tenir sous les formes et les dimensions qui permettront la participation du maximum d'adhérent-e-s: assemblées de section, de territoires, etc... Nous aurons sûrement intérêt à nous enrichir de la réflexion avec d'autres, de croiser nos opinions avec celles d'amis ou proches intéressés au développement et à la dynamique du Front de Gauche, ou de concitoyens attentifs aux enjeux de 2012. Une attention particulière sera portée aux camarades dont nous savons, quelle qu'en soit la raison, qu'ils ne participent pas régulièrement – voire pas du tout aux réunions du parti - . La priorité sera de les rencontrer de discuter avec eux

pour les inciter à participer à l'échange collectif, ou en tout cas recueillir, d'une manière ou d'une autre leur opinion. Tout ce qui sera dit par les communistes devra être consigné dans des procès verbaux transmis à la direction nationale. Les quinze jours qui précéderont immédiatement la conférence nationale pourront être consacrés à une mise en commun départementale des discussions dans les sections ou les territoires. Chaque fédération décidera là aussi de la forme la plus efficace que pourra prendre cette mise en commun: certaines ont programmé des conférences ou congrès départementaux: elles l'ont fait pour pouvoir prendre des décisions, comme le renouvellement de leur direction, seules possibles dans le cadre d'un congrès. Toutes les fédérations ne sont pas bien sûr dans ce cas et attendront le prochain congrès du parti dont la conférence nationale pourrait confirmer la tenue à la fin de l'année 2012. Les fédérations devront veiller à envoyer des délégations à la conférence nationale représentatives de la diversité de leurs débats, sur la base d'une proposition de représentation conforme à nos statuts que vous proposera dans la discussion Jacques Chabalier. Nous visons 800 délégué-e-s. Je rappelle que la conférence nationale des 3, 4 et 5 juin, après débat, élaborera le bulletin de vote comportant la proposition de candidature pour l'élection présidentielle qui sera soumis au vote des adhérents. Les adhérents se prononceront en toute souveraineté les 16, 17 et 18 juin sur cette proposition. Si l'un des camarades, dont nous avons enregistré la proposition de candidature à l'issue de l'appel à candidatures que nous avons ouvert en janvier et qui se clôt aujourd'hui, ne souhaitait pas se conformer au choix majoritaire de la conférence nationale et maintenait sa candidature pour qu'elle soit proposée aux suffrages des adhérents, les communistes en seront saisis et pourront se prononcer en ayant connaissance bien sûr du choix majoritaire de la conférence nationale. Voilà, chers camarades, nous avons devant nous dix semaines de débats et d'actions intenses. Je crois qu'après la belle campagne des élections cantonales que nous venons de vivre, nous pouvons les aborder avec confiance.

Je vous remercie.